

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 07/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOKAI COBEX SAVOIE

30 RUE LOUIS JOUVET
BP 16
69200 Vénissieux

Référence : 23-027
Code AIOT : 0006103851

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2023 dans l'établissement TOKAI COBEX SAVOIE implanté 30 RUE LOUIS JOUVET BP 16 69200 Vénissieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les thèmes de visite retenus sont l'enregistrement au titre de la réglementation REACH des substances fabriquées ou importées, y compris leurs nanoformes et les obligations de déclaration dans la base de données R-nano.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOKAI COBEX SAVOIE
- 30 RUE LOUIS JOUVET BP 16 69200 Vénissieux
- Code AIOT : 0006103851
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TOKAI COBEX SAVOIE (constituée des établissements de production de Vénissieux (69) et de Notre-Dame-de-Briançon / La Léchère (73)) appartient au groupe japonais TOKAI CARBON, spécialisé dans l'industrie du carbone et du graphite sous toutes ses formes. Il s'agit du premier acteur mondial du graphite synthétique pour l'industrie de l'aluminium primaire et le quatrième mondial du graphite de spécialités.

Au sein de ce groupe, la société appartient à la division TOKAI COBEX, dont l'entité siège est en Allemagne (Wiesbaden), et qui compte également 2 autres sites de production en Pologne. A titre principal, sur le site de Vénissieux, est exercée l'activité de cuisson de cathodes. Il s'agit d'une étape dans le processus de fabrication des cathodes dont les dernières étapes (la graphitisation, l'usinage et à leur commercialisation) ont lieu sur le site de Notre-Dame-de-Briançon La Léchère (73). Des étapes d'imprégnation peuvent être nécessaires avant la commercialisation. Le site a démarré un nouvel atelier de production de graphite poudre à Venissieux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Reach (Enregistrement, Autorisation, Transmission de l'information)
- Nanomatériaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'entreprise met sur le marché un nouveau produit et doit se mettre rapidement en conformité avec le règlement REACH.

Sur cette installation, l'entreprise utilise une substances dangereuse particulièrement règlementée. L'utilisation de cette substance pourrait être exemptée de certaines prescriptions au titre du règlement REACH mais l'entreprise doit pour cela apporter des informations à l'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Enregistrement de la substance (REACH)	Règlement européen du 18/12/2006, article 6 et 10	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Mise à jour du dossier d'enregistrement	Règlement européen du 03/12/2018	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Déclaration sur le registre national R-Nano	Code de l'environnement du 30/07/2018, article L. 523-1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	REACH- Usage d'une substance à annexe XIV	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et annexe XIV	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Fiche de données de sécurité (FDS) : Transmission	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Conformité de la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	REACH- Notification au titre de l'article 66	Règlement européen du 18/12/2006, article 66	/	Sans objet
6	REACH- Conditions d'autorisation REACH	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et 60	/	Sans objet
10	Classification de la substance	Règlement européen du 16/12/2008, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les obligations relatives au règlement REACH sont mal connues. Un suivi plus régulier est nécessaire, en commençant par un suivi documentaire des FDS, pour permettre la mise en oeuvre des meilleures mesures de gestion du risque relatif à l'utilisation et à la distribution de produits chimiques sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Enregistrement de la substance (REACH)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 6 et 10
Thème(s) : Produits chimiques, Enregistrement REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une substance produite ou importée à plus de 1t/an doit être enregistrée conformément à l'article 10 du règlement REACH. La bande de tonnage déclarée pour l'enregistrement doit correspondre aux quantités fabriquées/importées par l'entreprise.
Constats : L'atelier de production du graphite poudre, objet du dossier de porter à connaissance du 3 mars 2022, fonctionne depuis le début de l'année 2023 par campagne pour assurer la validation du procédé et fournir des lots de validation aux clients. L'atelier fonctionnera en continu à l'issue de ces étapes de validation. La société Tokai Cobex Savoie indique être dépositaire d'un dossier d'enregistrement qui couvre la mise sur la marché du graphite en poudre. Le numéro d'enregistrement transmis en séance correspond à un autre site de la division Tokai Cobex en Pologne et ne répond pas à l'exigence d'enregistrement des substances chimiques, avant leur mise sur le marché, au titre de l'article 6 du règlement REACH. L'exploitant n'est pas en mesure de donner les détails sur le contenu du dossier d'enregistrement. Avant le démarrage de l'atelier, l'entreprise n'a pas vérifié que les informations transmises dans le dossier initial d'enregistrement étaient suffisantes pour décrire le nouveau produit mis sur le marché d' Union européenne (comme par exemple la caractérisation, la granulométrie, les études toxicologiques associées...).
Demande : Je vous demande de justifier, sous 15 jours, que le graphite en poudre mis sur le marché depuis le début de l'année 2023 est couvert par un dossier d'enregistrement. En l'absence de couverture par un dossier d'enregistrement, le graphite ne peut pas être mis sur le marché.
Demande : Par ailleurs, l'entreprise ayant été rachetée récemment en 2019, je vous demande de prendre connaissance des dossiers d'enregistrement au nom de la précédente raison sociale (2 à la connaissance de l'inspection) afin de les mettre à jour ou de déclarer la cession d'activité. Vous transmettez, sous 1 mois, les preuves des modifications apportées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale Justifier, sous 15 jours, que le graphite en poudre mis sur le marché depuis le début de l'année 2023 est couvert par un dossier d'enregistrement. En l'absence de couverture par un dossier d'enregistrement, le graphite ne peut pas être mis sur le marché. Mettre à jour les dossiers d'enregistrement au nom de la précédente raison sociale, ou déclarer la cessation d'activité pour cette précédente raison sociale.
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mise à jour du dossier d'enregistrement

Référence réglementaire : Règlement européen du 03/12/2018
Thème(s) : Produits chimiques, Enregistrement REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Depuis le 1er janvier 2020, il est exigé la fourniture d'informations supplémentaires dans les dossiers d'enregistrement des substances présentant des nanoformes.
Constats : L'entreprise indique que le graphite en poudre n'est pas une forme nanométrique au titre du règlement d'exécution (UE) n°2018/1881 du 3 décembre 2018, modifiant les annexes du règlement (CE) n°1907/2006 (REACH) aux fins de couvrir les nanoformes des substances. Le procédé utilisé permet de séparer les particules les plus larges et les particules les plus fines. De plus, l'entreprise a montré à l'inspection des analyses par microscopie électronique à balayage (MEB) ne permettant pas d'identifier des nanoparticules dans le produit. En revanche, aucun comptage de granulométrie en nombre n'a été réalisé. L'entreprise indique que 2 dépoussiéreurs sont présents dans l'atelier, l'un sur la ligne de broyage et l'autre sur la ligne générale. Ces dépoussiéreurs permettent de récupérer du graphite qui est soit réintroduit dans le procédé (pour récupérer les particules les plus larges), soit revendu. Ces produits issus des dépoussiéreurs n'ont pas été caractérisés et la présence de nanoparticule ne peut pas être exclue. A date, ils ne sont pas mis sur la marché à la hauteur de 1 tonne mais pourraient l'être dans le futur. La quantité en phase de production en continu n'a pas été évaluée. Un sous produit doit être caractérisé.
Demande : L'entreprise devra vérifier si le dossier d'enregistrement doit être mis à jour, et notamment si le sous-produit est constitué de nanoformes de graphite tel que définies à l'annexe VI du règlement (CE) n°1907/2006 (entré en vigueur au 1er janvier 2020). La justification sera transmise sous 1 mois à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale Vérifier sous 1 mois la conformité du dossier d'enregistrement pour les sous-produits, notamment sur l'identification de nanoformes.
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Déclaration sur le registre national R-Nano

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2018, article L. 523-1
Thème(s) : Produits chimiques, Registre R-Nano
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article L. 523-1 du code de l'environnement – Les personnes qui fabriquent, importent ou distribuent des substances à l'état nanoparticulaire, en l'état ou contenues dans des mélanges sans y être liées, ou des matériaux destinés à rejeter de telles substances dans des conditions normales ou raisonnablement prévisibles d'utilisation déclarent périodiquement à l'autorité administrative, dans un objectif de traçabilité et d'information du public, l'identité, les quantités et les usages de ces substances, ainsi que l'identité des utilisateurs professionnels à qui elles les

ont cédées à titre onéreux ou gratuit.

La déclaration doit être réalisée en ligne (www.r-nano.fr) avant le 1er mai (seuil : 100 g/an).

Une entreprise peut relever d'un ou de plusieurs statuts : « fabricant », « importateur », « distributeur », « utilisateur professionnel » conformément à l'article R. 523-12 du code de l'environnement.

Article R. 523-14 du code de l'environnement : "Lorsque la production, l'importation ou la distribution de la substance à l'état nanoparticulaire, en l'état ou contenue dans un mélange sans y être liée, ou de matériaux destinés à rejeter cette substance dans des conditions normales ou raisonnablement prévisibles d'utilisation, se fait dans le cadre d'une activité de recherche et développement scientifiques sans mise sur le marché, le déclarant peut se contenter de ne déclarer que son identité et le secteur d'activité concerné."

Constats :

En l'absence de caractérisation du sous produit issu du dépoussiéreur, il n'est pas possible de conclure si l'entreprise fabrique et distribue des nanoparticules de graphite conformément à l'article L. 523-1 du code de l'environnement et si une déclaration doit être transmise annuellement dans le registre R-Nano.

Demande :

Je vous demande de transmettre sous 2 mois des résultats d'analyse permettant de justifier que le sous produit vendu ne contient pas de graphite à l'état de nanoparticule tel que définie à l'article R. 523-12 du code de l'environnement (les mesures par DLS seules ne permettent pas de répondre à l'absence de nanoparticule dans les proportions de la définition).

Par ailleurs, l'entreprise déclare formuler des mélanges, pour son activité de recherche, avec une substance à l'état nanoparticulaire. Elle ne modifie pas la caractéristique des particules dans le mélange et se fournit exclusivement auprès d'un fournisseur français. Elle déclare ne pas être concernée par l'article R. 523-14 du code de l'environnement.

Demande :

Je vous demande de transmettre sous un mois un justificatif exhaustif concernant l'obligation décrite à l'article R. 523-14 du code de l'environnement, et notamment de montrer que les mélanges de poudre ne sont pas distribués à plus de 100g par an, à titre onéreux ou gratuit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Caractériser sous 2 mois la présence de nanoparticules de graphite dans le sous-produit issus des dépoussiéreurs.

Justifier sous 1 mois du respect de l'obligation décrite à l'article R. 523-14 du code de l'environnement au regard du devenir des produits du centre de recherche et développement contenant de façon volontaire des nanoparticules.

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : REACH- Usage d'une substance à annexe XIV

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et annexe XIV
Thème(s) : Produits chimiques, Usage d'une substance à annexe XIV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Usage d'une substance recensée à l'ANNEXE XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 REACH du 18/12/2006 Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement
Constats : La procédure d'autorisation prévue au titre VII du règlement REACH vise à obtenir à terme la substitution des substances considérées comme extrêmement préoccupantes mentionnées à l'annexe XIV du règlement. Le brai, goudron de houille, haute température; brai; (CAS 65996-93-2) a été intégré à l'annexe XIV du règlement REACH le 14 juin 2017. La « sunset date » a été fixée au 4 octobre 2020 et la « Latest Application Date » au 4 avril 2019. Cela signifie que la substance est interdite d'utilisation depuis le 4 octobre 2020 si aucune autorisation délivrée par la Commission européenne pour l'utilisation de cette substance n'a été accordée soit à l'utilisateur, soit à son fournisseur pour l'utilisation concernée ; cette demande d'autorisation devait être déposée avant le 4 avril 2019. Néanmoins, conformément à l'article 2 alinéa 8b du règlement, les intermédiaires isolés restant sur le site et les intermédiaires isolés transportés sont exemptés du titre VII du règlement REACH relatif à l'autorisation, un intermédiaire étant « une substance fabriquée en vue d'une transformation chimique et consommée ou utilisée dans le cadre de cette transformation en vue de faire l'objet d'une opération de transformation en une autre substance ». L'agence européenne des produits chimiques, l'ECHA a confirmé que l'utilisation de brai de houille telle qu'elle est réalisée chez Tokai Cobex Savoie (mélange, mise en forme et cuisson) correspond à l'utilisation d'un intermédiaire, le brai de houille disparaissant à la fin du procédé, sous certaines conditions spéciales. Ces conditions sont détaillées dans le FAQ 1195 de l'ECHA. Tokai Cobex Savoie déclare être dispensé de la procédure d'autorisation sans pouvoir le justifier et pouvoir continuer à utiliser le brai de houille venant de n'importe quel fournisseur. Demande : Je vous demande de justifier sous 1 mois que les conditions spéciales mentionnées dans la FAQ 1195 sont applicables à l'utilisation faite par l'entreprise, notamment dans le cas où la cuisson et le mélange des matières premières ne sont pas effectuées sur le même site de production.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale Justifier sous 1 mois que les conditions spéciales mentionnées dans la FAQ 1195 de l'ECHA sont applicables à l'utilisation faite par l'entreprise, notamment dans le cas où la cuisson et le mélange des matières premières ne sont pas effectuées sur le même site de production.
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : REACH- Notification au titre de l'article 66

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 66
Thème(s) : Produits chimiques, Notification article 66
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 66 1. Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.
Constats : Tokai Cobex n'a pas notifié son utilisation du Brai de houille. En fonction de sa réponse au point précédant, une demande pourra être formulée à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : REACH- Conditions d'autorisation REACH

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2 et 60
Thème(s) : Produits chimiques, Conditions d'autorisation REACH
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Paragraphe 9, points d) et f) : un utilisateur aval a obligation d'utiliser la substance conformément aux conditions ou aux modalités de surveillance spécifiées dans la décision d'autorisation
Constats : Ce point n'a pas pu être vérifié puisqu'aucune autorisation n'a été identifiée lors de l'inspection. En fonction de la justification transmise au point de contrôle "Usage d'une substances à l'annexe XIV", des suites pourraient être prises.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31
Thème(s) : Produits chimiques, FDS : Transmission entre un fournisseur et un utilisateur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fournisseur d'une substance fournit au destinataire une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou, b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). [...] <p>Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois.</p> <p>La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dès que de nouvelles informations qui peuvent affecter les mesures de gestion des risques ou de nouvelles informations relatives aux dangers sont disponibles ; b) une fois qu'une autorisation a été octroyée ou refusée ; c) une fois qu'une restriction a été imposée. <p>Le règlement (UE) n°2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021 et prévoit que les FDS établies conformément au précédent règlement (UE) n° 2015/830 peuvent continuer à être fournies jusqu'au 31 décembre 2022.</p> <p>La nouvelle version est fournie gratuitement à tous les destinataires antérieurs à qui ils ont livré la substance ou le mélange au cours des douze mois précédents.</p> <p>Article 31 (7) : Tout acteur de la chaîne d'approvisionnement qui doit élaborer un rapport sur la sécurité chimique conformément aux articles 14 ou 37 joint les scénarios d'exposition correspondants [...] en annexe de la fiche de données de sécurité couvrant les utilisations identifiées [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Tokai Cobex Savoie tient à jour une liste des produits chimiques (qui contient à la fois, des produits utilisés sur les 2 sites de production et des produits mis sur le marché par la société).</p> <p>Pour les produits fournis et non classés au titre du règlement (CE) n°1272/2008, Tokai Cobex transmet une fiche produit "Product Information Sheet", en anglais ou en français, conformément à l'article 32.</p> <p>Pour les produits mis sur le marché et classés au titre du règlement (CE) n°1272/2008, Tokai Cobex fournit une fiche de donnée de sécurité.</p>

<p>Documents consultés lors de l'inspection et/ou transmis après l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - "Product Information Sheet" du graphite en bloc pour E3 BAM, version 1.0 du 21/3/2023 (anglais) - "Product Information Sheet" du graphite en poudre E3-BAM, version 1.0 du 16/03/2023 (anglais) - FDS des blocs cathodiques crus (non brûlés), version 1.0 du 22/07/2021 (français) - "Product Information Sheet" des blocs graphitiques 5BGN-R, BG, HC et HC10, version 1.0 du 28/05/2021 (français) - FDS du brai de goudron de houille à haute température <p>**** Fournisseur 1 : version 18 du 02/03/2023 (français)</p> <p>**** Fournisseur 2 : version 16 du 01/01/2023 (anglais)</p> <p>**** Fournisseur 3 : version 9.0 du 14/12/2022 (français)</p> <p>La FDS des blocs cathodiques crus rédigées par Tokai Cobex (mélange fourni par le site de production de LA LECHERE) n'est pas conforme au règlement (UE) n°2020/878.</p> <p>Il a également été constaté que l'entreprise ne dispose pas de l'intégralité des FDS à jour des matières premières. Pour le brai de goudron de houille à haute température, Tokai Cobex Savoie a déclaré avoir 3 fournisseurs différents. Le jour de l'inspection, les 3 FDS étaient obsolètes et dataient respectivement du 23/05/2022, de 2017 et de 2018. L'exploitant a transmis après l'inspection des FDS à jour pour les 3 fournisseurs, c'est à dire conformes au règlement (UE) n°2020/878. Les scénarios d'exposition qui doivent être annexés à la FDS ne sont pas disponibles.</p> <p>Demande :</p> <p>Je vous demande de mettre à jour sous 15 jours la FDS des Blocs cathodiques crus, conformément au règlement (UE) n°2020/878 qui prévoit la transmission d'information complémentaires.</p> <p>Demande :</p> <p>Je vous demande de transmettre sous 1 mois les annexes pour les 3 FDS du brai de goudron de houille à haute température.</p> <p>Observations : D'une manière générale, l'exploitant doit interroger ses fournisseurs pour s'assurer qu'il dispose de toutes les versions à jour des FDS en français des produits chimiques qu'il utilise (y compris les annexes), afin de vérifier que son utilisation est couverte par la FDS (cf. rubrique 1.2) et afin de mettre en œuvre les mesures de gestion les plus adaptées, conformément à l'article 37 du règlement REACH</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Mettre à jour sous 15 jours la FDS des Blocs cathodiques crus, conformément au règlement (UE) n°2020/878 qui prévoit la transmission d'information complémentaires.</p> <p>Transmettre sous 1 mois les annexes pour les 3 FDS du brai de goudron de houille à haute température.</p> <p>Proposition de délais : 15 jours</p>
--

N° 9 : Conformité de la FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité doit être conforme à l'annexe II du règlement REACH
Constats : Plusieurs FDS ont été consultées et transmises après la visite : des FDS sont rédigées par les fournisseurs de Tokai COBEX Savoie ou par TOKAI COBEX Savoie. Suite à la demande formulée au point précédant (n°7 : Fiche de données de sécurité), le contenu de la FDS des blocs cathodiques crus (non brûlés) mise à jour donnera lieu à une analyse approfondie dans le cadre d'une action de contrôle européenne Reach-En-Force de l'agence européenne des produits chimiques ECHA (REF11). La société Tokai Cobex Savoie dispose de FDS transmises par ses fournisseurs qui sont en anglais (voir constat précédent). Demande : Tokai Cobex Savoie doit s'assurer qu'il est en possession des FDS (y compris les annexes) en français, conformément à l'article 31 (5) du règlement REACH pour les produits utilisés. L'exploitant transmettra sous un mois la FDS du brai de goudron de houille à haute température provenant du fournisseur 2, en français.
Observations : L'inspection rappelle que le règlement UE n°2022/878 et le guide de l'ECHA précisent que le fournisseur de la fiche de données de sécurité est un des acteurs suivants : un fabricant, un importateur, un représentant exclusif, un utilisateur en aval ou un distributeur en aval et que ce fournisseur doit être identifié. En indiquant l'adresse du siège de Tokai Cobex GmbH, il n'a pas été possible d'identifier clairement le fournisseur même si une personne responsable de la FDS peut être désignée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale Transmettre sous un mois la FDS du brai de goudron de houille à haute température provenant du fournisseur 2, en français.
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Classification de la substance

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 4
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Obligations générales de classification, d'étiquetage et d'emballage : prise en compte des classifications harmonisées publiées à l'annexe VI du règlement CLP. Les informations de classification et d'étiquetage indiquées sur la FDS doivent être cohérente avec celles indiquées sur l'étiquette.
Constats : a) Contrairement au document transmis dans le dossier de porter à connaissance (référence BAM), le graphite en poudre mis sur le marché n'est pas classé. La FDS du concurrent, transmise dans la demande, ne correspondait pas exactement au produit fabriqué. Pour cette nouvelle activité, le graphite en poudre mis sur le marché ainsi que le graphite en bloc utilisé dans la nouvelle zone de production sont des substances non classées. b) Sur le reste du site, des produits classés sont utilisées, en particulier le brai, goudron de houille, haute température (n°CAS 65996-93-2) et les blocs cathodiques crus. La classification harmonisée du brai de houille, est correctement prise en compte dans la FDS consultées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet